

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fahamarinana

**MISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS**

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

STATISTIQUES DES MENAGES

E

.

P

.

M

1993

ANALYSE THEMATIQUE

GOUVERNEMENT MALGACHE

Crédit IDA (BANQUE MONDIALE) : Projet PASAGE

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT : Projet MAG 89/006

**ENQUETE PERAMNENTE AUPRES DES
MENAGES**

**LE SECTEUR INFORMEL
1996**

LE SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR EN 1993

VU A TRAVERS L'ENQUÊTE PERMANENTE AUPRES DES MENAGES 1993

RESUME

En 1993, sur l'ensemble du territoire malgache, **on comptait 678 300 unités de production informelles (UPI), employant 1 116 500 personnes** dans les branches marchandes non agricoles. Ce chiffre montre l'importance économique des activités informelles pour la population malgache, puisqu'**en moyenne près d'un quart des ménages tirent l'ensemble ou une partie de leurs revenus d'une unité de production informelle**. Les activités informelles sont plus fréquentes en milieu urbain. L'environnement y est plus favorable à la création de ces types d'activités, notamment les activités commerciales. Sept ménages sur dix y dirigent une unité de production. Plus de 41% des UPI se sont concentrées dans le faritany de Toamasina et 18% seulement à Antananarivo. Plus de 42% des UPI se sont concentrés dans les commerces de détail. Mais il faut noter aussi le poids relativement important des "ouvrages en bois". Ils représentent plus de 26% des UPI.

Le secteur informel se caractérise par une précarité généralisée des conditions d'activité. Plus de 95% des UPI ne possèdent ni de véritable local ni de terrains aménagés pour l'exercice de leurs activités. Cette précarité touche au même degré toutes les branches d'activités aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Méconnues des services de l'Etat, les UPI apparaissent plus comme un secteur de développement spontané des activités économiques des ménages que comme une stratégie de contournement de la législation en vigueur. Mais l'absence de numéro d'enregistrement statistique (n°Stat) ne signifie pas que le secteur informel ne soit pas fiscalisé, puisque 28% des UPI payent des impôts. En milieu urbain, cette proportion a atteint 37% et en milieu rural 17%. Ce sont surtout les transporteurs et les commerçants qui sont les plus concernés. Néanmoins, la part des impôts et taxes payés à l'Etat reste faible, n'atteignant que 2,4% de la valeur ajoutée totale du secteur.

La multiplication des créations d'UPI au cours des années 90 traduit la montée en puissance du secteur informel comme mode d'insertion privilégié de la main-d'oeuvre en période de crise. Mais elle s'accompagne aussi d'une orientation de plus en plus marquée vers les secteurs de circulation (notamment les commerces de détail) au détriment des secteurs de transformation. **Les activités manufacturières informelles sont affectées par une certaine forme de saturation de la demande .**

Le secteur informel occupe un actif sur cinq. Il est essentiellement constitué de micro-unités, dont la taille moyenne est de 1,6 emplois par unité et où l'auto-emploi est la règle dans plus de six établissements sur dix. La relation salariale y est très minoritaire. Le taux de salarisation atteint à peine 7% et les entreprises salariales ne représentent que moins de 4% des UPI. L'intensité de la relation salariale discrimine assez bien le secteur informel du secteur formel, où la norme salariale est la règle. La qualification de la main d'oeuvre est assez faible car plus d'un quart des chefs d'UPI n'ont jamais été à l'école et plus de 82% n'ont reçu aucune formation professionnelle.

52% des chefs d'UPI sont des femmes. Leur rôle est plus important en ville qu'en milieu rural. On les trouve concentrées dans la "*confection*" et les "*ouvrages en bois*". Le secteur informel reste un mode d'insertion des jeunes sur le marché du travail notamment en milieu rural. Près du quart des activités informelles sont dirigées par des chefs de moins de 26 ans. Ils choisissent plutôt les activités commerciales (commerces de détail).

Exclus du système bancaire et les autres agences financières (ONG, SIPEM, etc.) notamment en milieu rural, c'est l'épargne familiale (ménage de l'entreprise et les parents) qui couvre les besoins en liquidité des UPI pour plus des trois quarts des cas. Le capital est un véritable facteur de production dans le secteur informel, puisqu'il atteint près de 240 milliards de Fmg. Le montant total des investissements est évalué à 56 milliards en 1993, soit un taux d'investissement relativement faible (de l'ordre de 8,1%), marquant la faible capacité d'accumulation de ce secteur. Les investissements de création constituent la plus grande part (54%) des investissements durant l'exercice 1993. **La part des investissements de renouvellement et d'extension est relativement faible.**

En 1993, le secteur informel marchand non agricole a produit pour 876 milliards de Fmg de biens et services dans tout Madagascar et a créé 694 milliards de valeur ajoutée. Pour donner un ordre de grandeur de l'importance économique de ce secteur au niveau national, on estime que sa valeur ajoutée représente **11,5% du PIB officiel, et 17,4% du PIB marchand non agricole.**

Une forte hétérogénéité est observée entre les UPI concernant leurs performances économiques. L'échelle d'activité des unités urbaines est trois fois supérieure à celle des unités rurales. De même, les UPI enregistrées sont 15 fois plus performantes que les UPI non enregistrées.

Exclusivement tourné vers le marché intérieur, le secteur informel a pour **principal débouché la satisfaction des besoins des ménages**. Près de 65% de la demande qui lui est adressée provient de la consommation finale des ménages et en milieu urbain, ceci atteint plus de 73%. Dans ce contexte, le secteur informel entretient peu de liens directs avec le secteur formel. Moins de 1% des UPI déclarent avoir comme principaux clients des entreprises publiques ou privées.

Les difficultés rencontrées par les UPI aussi bien pour leur création que pour leur fonctionnement sont avant tout le manque de fonds de roulement et la difficulté d'obtenir de crédits. Ce sont les commerçants qui s'en plaignent le plus. L'environnement financier actuel n'est pas très favorable au développement des micro et petites entreprises. **Les réglementations gouvernementales ne constituent pas un véritable blocage des activités informelles.** C'est un reflet de l'ignorance mutuelle entre l'Etat et le secteur informel.

METHODOLOGIE

L'enquête permanente auprès des ménages couvre un échantillon de 4508 ménages ordinaires représentatif de la population des ménages malgaches. Elle s'appuie sur un plan de sondage aréolaire stratifié (urbain-rural) à trois degrés (fokontany, segment, ménage). L'enquête traite plusieurs thèmes : éducation, santé, migration, emploi, agriculture, entreprises individuelles, etc.).

La neuvième section du questionnaire a été réservée aux trois premières entreprises non agricoles dirigées par un ou plusieurs membres du ménage enquêté. 1388 entreprises ont été dénombrées lors de l'enquête. Mais certaines entre elles ont exercé des activités agricoles. In fine, les entreprises non agricoles sont au nombre de 1312.

Les réponses de certaines questions ont été transcrites directement sur le questionnaire. Des carnets de dépenses et de revenus ont été mis à la disposition des responsables des entreprises individuelles pendant une certaine période (une semaine en milieu rural, un mois en milieu urbain) dans lesquels ils ont enregistré régulièrement les dépenses et les revenus se rapportant à leurs activités.

Puisque les unités de production ont été enquêtées de façon systématique, les coefficients d'extrapolation des données sont les même que ceux des ménages.

Introduction

Le secteur informel connaît un développement spectaculaire durant ces dix dernières années à Madagascar suite à la crise économique qui perdure et aux différents changements de politiques économiques et institutionnels. Son rôle devient primordial surtout dans la satisfaction de la demande domestique.

Cependant, les informations disponibles sur cet ensemble d'activités économiques sont limitées aux seules observations empiriques. Aucune véritable enquête n'est menée sur le secteur informel depuis les années 80.

Pour remplir son rôle " *d'appui à la réflexion macro-économique* " et dans le cadre de la réhabilitation de l'appareil statistique à Madagascar, une des principales attributions du projet MADIO consiste à valoriser les données existantes.

Cette analyse porte sur les principaux résultats sur l'état du secteur informel à Madagascar en 1993 issus de l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM, menée par l'Institut National de la Statistique durant cette période. Elle est divisée en cinq chapitres :

- Les conditions d'activité du secteur informel
- Main d'oeuvre et emploi dans le secteur informel
- Capital, Investissement et Financement
- Production et Performances économiques
- Problèmes subis par le secteur informel

Des études plus approfondies seront menées ultérieurement sur la dynamique du secteur informel en milieu urbain et sur la dimension régionale de ce secteur.

I.- LES CONDITIONS D'ACTIVITE DU SECTEUR INFORMEL

Lors de l'enquête permanente auprès des ménages, un volet du questionnaire (section 9) a été réservé aux entreprises non agricoles dirigées par un ou plusieurs membres du ménage enquêté. Aucune restriction n'a été imposée ni sur le statut administratif de l'entreprise (statut, enregistrement,...) ni sur sa taille ni sur ses conditions d'activités. Ce volet porte sur toutes activités "indépendantes" exercées pendant les douze derniers mois précédant l'enquête.

Pour cette analyse, parmi les multiples critères qui coexistent pour définir le secteur informel nous avons retenu celui du **non enregistrement administratif**. Ce choix nous semble le plus pertinent dans la mesure où ça permet d'apprécier le poids et du rôle macro-économique du secteur informel dans ses interrelations avec le système productif de l'économie malgache. En particulier, il permet de réintégrer proprement le secteur informel au sein de la comptabilité nationale, qui constitue le cadre privilégié de l'analyse macro-économique.

La seule variable de l'enquête qui se rapporte à ce critère est la situation de l'entreprise vis à vis du registre de la statistique (**n°STAT**). Du point de vue administratif, celle-ci est largement suffisante dans la mesure où toute activité de production est légalement assujettie à la détention d'un tel registre. Ce dernier est aussi requis pour remplir un certain nombre d'obligations institutionnelles et il conditionne l'accès à certaines prestations (fiscalité, sécurité sociale, etc.).

L'absence de n°Stat est une caractéristique générale des entreprises enquêtées. Cela représente près de 90% des cas. **Finalement, le champs de l'analyse est étendu à l'ensemble de toutes les entreprises enquêtées.** Cette option permet d'aller au-delà du critère administratif et de tenir compte du mode de production des ces types d'entreprises dans la définition du secteur informel. La notion d'**Unité de production informelle (UPI)** a été introduite pour désigner les établissements du secteur informel dans la mesure où la plupart d'entre eux ne possèdent pas de véritable local.

Milieu urbain : lieu favorable aux activités informelles

En 1993, on comptait 678 300 entreprises informelles non agricoles à Madagascar. Ce chiffre marque l'importance économique des activités informelles pour la population malgache puisqu'en moyenne **près d'un quart des ménages tirent l'ensemble ou une partie de leurs revenus en dirigeant une entreprise informelle.**

Les activités informelles non agricoles sont plus fréquentes en milieu urbain. 7 ménages sur 10 dirigent une entreprise informelle en milieu urbain. Suite à la crise économique, l'environnement y est non seulement plus favorable pour ces types d'activités surtout du côté de la demande (clients plus nombreux et gamme de produits plus large), mais contraint aussi les citoyens à la création des activités non agricoles leur permettant d'avoir une autre source de revenu.

Si l'on décompose les branches d'activités en 3 grands secteurs, on observe une répartition assez équilibrée entre les activités manufacturières et les activités commerciales : l'"industrie" compte 45,6% des établissements, le "commerce" 44,6% et les "services" 9,8%. Cette répartition par branche des unités de production informelles montre que **ce secteur est avant tout un rouage essentiel pour la satisfaction des besoins des ménages.**

Mais, en entrant plus en détail, **la dominance écrasante de la branche "commerce de détail" constitue l'un des résultats les plus frappants.** Elle représente à elle seule plus de 43% des UPI et plus de 98% des commerces informels. Les grossistes sont largement minoritaires.

Dans l'industrie, le secteur informel est spécialisé dans certaines activités particulières. C'est en premier lieu l' "*ouvrage en bois*", qui regroupe plus de 58% des activités industrielles, mais aussi et dans une moindre mesure les "*industries alimentaires*" (17%). Le poids du "*BTP*" y est assez faible (2%). L'industrie informelle malgache dessine les contours traditionnellement dévolus aux activités de type artisanal, souvent proches de prestations de services, faiblement intégrées et exclusivement tournées vers la consommation finale.

Du côté des services, les "*services domestiques*" (ménages employant des domestiques au foyer) et le "*transport*" constituent respectivement près de 22% et 13% des établissements de services informels.

La structure de l'emploi informel montre clairement l'affluence des travailleurs indépendants vers le "commerce de détail" (45% des emplois). La création d'une telle activité ne nécessite pas d'investissement important ou d'un niveau de qualification élevé.

Tableau 1
Structure par branche des établissements et des emplois informelles

	UNITES DE PRODUCTION		EMPLOIS	
	Effectifs	%	Effectifs (%)	%
Industries:	309194	45,6	498758	44,7
- alimentaire	53978	8,0	90472	8,1
- Confection	17536	2,6	41030	3,7
- Ouvrage en bois	179311	26,4	260013	23,3
- Autres	52237	7,7	91119	8,2
- BTP	6132	0,9	16124	1,4
Commerce:	302677	44,6	520653	46,6
- Commerce de gros	11999	1,8	22186	2,0
- Commerce de détail	290678	42,8	498467	44,6
Services:	66396	9,8	97067	8,7
- Transport	9 304	1,4	12796	1,1
- Services domestiques	15 078	2,2	18865	1,7
- Autres services	42 014	6,2	65406	5,9
TOTAL	678267	100	1116478	100

Sources: EPM 1993,

Une très large concentration des activités informelles à Toamasina plutôt qu'à Antananarivo

En 1993, plus de 41% des unités de production (280 000 UPI) se sont concentrées dans le faritany de Toamasina et 18% UPI seulement dans le faritany d'Antananarivo. Il paraît très difficile, voire même impossible de trouver des explications à ces résultats compte tenus de la réalité économique du pays et aussi des autres résultats issus de ce même enquête (répartition de la population, conditions de vie, etc.). La répartition des UPI entre les quatre autres provinces de Fianarantsoa, Mahajanga, Toliary, et Antsiranana est relativement vraisemblable avec respectivement 9%, 8%, 17% et 7%.

Le secteur informel est dominé par les activités commerciales notamment les commerces de détail à Antananarivo, à Antsiranana et surtout à Mahajanga. Tandis que pour les trois autres faritany, les activités industrielles y sont plus fréquentes. La part des activités de "services" est relativement homogène pour tous les faritany.

Dans l'Agglomération d'Antananarivo⁽¹⁾, 56% des chefs d'UPI font des "*commerces de détail*". L'autre activité la plus importante est la "*confection*". Il faut noter que 44% de l'ensemble des UPI de cette branche sont installées dans l'Agglomération d'Antananarivo. Les autres activités informelles y sont relativement rares. Pour le reste de faritany d'Antananarivo, outre les "commerces de détail" qui représentent 48% des unités de production, les "*ouvrages en bois*" constituent l'activité dominante qui occupent plus de 21% des entrepreneurs informels de cette région.

A Fianarantsoa, près de 60% des établissements informels se sont spécialisés particulièrement dans les "*ouvrages en bois*". La région des Betsileo est très renommée pour leur belle sculpture et les arts "Zafimaniry". Les "commerces de détail" ne représentent plus que 19% des activités informelles. La même situation se manifeste dans le faritany de Toliary, sauf que dans cette région, les "commerces de détail" représentent encore plus de 40% des activités informelles.

Concernant le faritany de Toamasina, quatre types d'activités sont les plus pratiquées : "*commerces de détail*", "*ouvrages en bois*", "*industries agro-alimentaires*" et "*autres*"

¹ L'agglomération d'Antananarivo englobe les 6 firaisana d'Antananarivo renivohitra et les autres firaisana correspondants aux codes suivants : 103 110, 117 131 et 117 150 selon les codes EPM

industries" avec respectivement 38%, 22%, 13% et 12% des UPI. Il mérite de mentionner que près de 70% des "*industries agro-alimentaires*" et 48% des "*BTP*" du secteur informel à Madagascar se concentrent dans le faritany de Toamasina.

Pour les deux autres faritany Mahajanga et Antsiranana, les entrepreneurs informels s'orientent tout particulièrement aux "*commerces de détail*" (plus de 60% des UPI). Les poids des autres activités sont relativement faibles.

Tableau 2
Structure par branche des établissements par région

	Agglomération d'Antananarivo	Reste d'Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana
Industries:	33,6	38,9	67,6	50,0	20,8	51,7	26,5
- alimentaire	5,5	7,7	4,2	13,4	3,9	1,4	4,6
- Confection	14,0	2,1	0,2	1,1	5,5	0,2	4,6
- Ouvrage en bois	7,7	21,3	58,6	22,0	7,6	45,4	13,9
- Autres	4,9	7,8	4,2	12,4	3,5	3,0	3,4
- BTP	1,5	0,0	0,4	1,1	0,3	1,7	0,0
Commerce:	57,4	52,2	22,6	38,3	72,3	40,7	63,9
- Commerce de gros	0,8	3,3	3,1	0,6	9,5	0,0	1,5
- Commerce de détail	56,6	48,9	19,5	37,7	62,8	40,7	62,4
Services:	9,0	8,9	9,8	11,7	6,9	7,6	9,6
- Transport	2,4	2,8	0,0	0,7	4,3	0,4	2,7
- Services domestiques	1,5	0,0	1,4	4,1	0,3	0,2	3,7
- Autres services	5,1	6,1	8,4	6,9	2,3	7,0	3,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

Sources: EPM 1993,

Des conditions d'exercice précaires.

Le secteur informel se caractérise par une précarité généralisée des conditions d'activité. Moins de 5% des unités de production informelles disposent de pièces réservées spécialement à leurs activités (ateliers, boutiques, postes fixes sur les marchés publics), et moins de 2% possèdent de terrains aménagés. Ces chiffres montrent **qu'au moins 95% des activités informelles sont "non-localisées"** (à domicile, petits endroits improvisés, postes ambulants, etc.). Cette situation touche au même degré toutes les branches d'activités aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour le "*BTP*", les domiciles des clients sont le lieu naturel de travail et les "*services domestiques*" sont exercés à domicile.

Aucune amélioration du local n'est observée le long du cycle de vie des UPI. Les conditions d'activités sont aussi mauvaises dans les UPI anciennes que celles des plus jeunes. Cela semble affirmer l'idée que l'absence de local spécifique est un choix délibéré des chefs d'établissements informels. Soit ils considèrent que la non localisation facilite l'exercice de leurs activités soit ils ne voient pas tout simplement l'utilité du local. Mais cette situation peut être due aussi à la faiblesse du niveau d'accumulation de capital dans le secteur informel.

Tableau 3
Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

	Milieu urbain		Milieu rural		Ensemble	
	Sans pièce	Sans terrain	Sans pièce	Sans terrain	Sans pièce	Sans terrain
Industries:	97,2	99,2	98,9	99,1	98,7	99,1
- Agro-alimentaire	94,0	100	100	100	99,1	100
- Confection	98,7	100	100	100	99,2	100
- Ouvrages en bois	98,1	100	99,0	99,8	98,9	99,8
- Autres industries	96,7	95,1	97,3	95,2	97,2	95,2
- BTP	100	100	100	100	100	100
Commerce:	90,0	99,1	94,3	97,0	92,9	97,7
- Commerce de gros	70,1	93,1	100	100	87,6	97,2
- Commerce de détail	91,1	99,4	94,1	96,9	93,1	97,7
Services:	93,2	96,6	98,2	95,5	96,6	95,9
- Transport	97,3	97,2	100	100	98,7	98,7
- Services domestiques	100	100	100	100	100	100
- Autres services	89,5	95,3	97,2	93,1	94,9	93,8
TOTAL	92,2	98,8	97,1	98,0	95,9	98,2

Sources: EPM 1993,

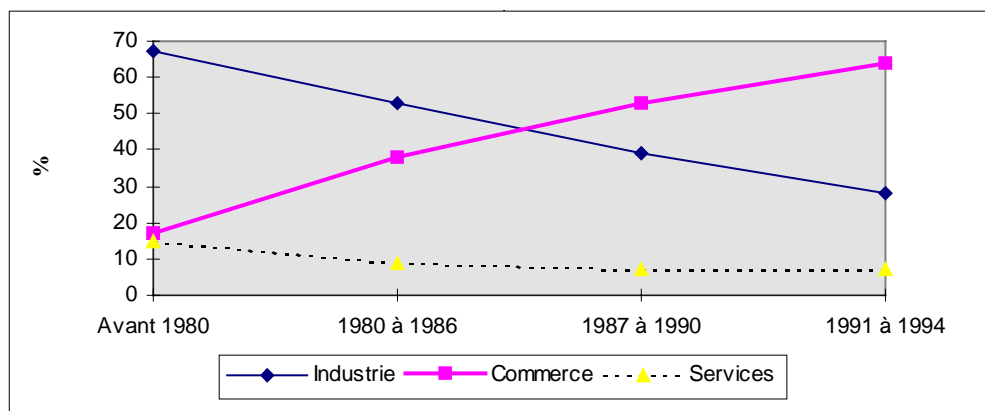
Tendance vers une saturation du secteur manufacturier informel.

L'âge moyen des établissements informelles est de 10 ans. Cette moyenne recouvre en fait une grande diversité de dates de création, avec la coexistence d'établissements relativement anciens, voire très anciens (25% ont été créés avant 1980) et d'établissements qui viennent d'entrer en activité. Ainsi, le tiers ont vu le jour après 1990, et 20% n'a que une année d'existence. Les longévités les plus élevées sont enregistrées dans les "*ouvrages en bois*" (fabrication des meubles,...) et les "*Services domestiques*" (16 ans pour les deux), tandis que le "*BTP*" et les "*Commerce de détail*" sont en moyenne beaucoup plus jeunes (respectivement 7 ans et 8 ans).

La multiplication des créations d'unités informelles à partir des années 90 semble accréditer l'hypothèse d'une montée en puissance du secteur informel comme mode d'insertion privilégié de la main-d'oeuvre en période de crise. **Ce dynamisme de créations s'oriente de plus en plus vers les activités commerciales.** Les nouveaux chefs d'unités informelles ont une propension de plus en plus forte à s'établir dans les branches commerciales (17% avant 1980 et 64% après 1992) au détriment des secteurs industriels (67% avant 1980 et 28% après 1992). **Ces chiffres montrent une certaine forme de saturation dans le secteur manufacturier informel.**

L'analyse des dates de création des UPI montrent aussi le développement plus rapide des activités informelles urbaines par rapport à aux activités informelles rurales. Cela ne signifie pas que les effets de la crise économique n'ont pas affecté la population rurale mais qu'il y a eu véritablement des déplacements des UPI vers les grandes villes.

Graphique 1
Création brute d'UPI par branche



Sources: EPM 1993,

II.- MAIN D'OEUVRE ET EMPLOIS DANS LE SECTEUR INFORMEL

Les 678 300 unités de production informelles des activités marchandes non agricoles génèrent 1 116 500 emplois sur l'ensemble du pays en 1993. D'une part, ce résultat confirme que le secteur informel est de loin le premier pourvoyeur d'emplois. **Un actif sur cinq travaille dans le secteur informel.** D'autre part, il apparaît que le secteur informel est massivement constitué de micro-unités. La taille moyenne des unités informelles est de 1,6 personnes par établissement.

La prédominance écrasante des micro-unités et de l'auto-emploi.

60% des UPI sont réduites à une seule personne. Seulement 5,5% des UPI emploient plus de trois personnes. La taille maximale rencontrée est de 17 personnes. Cette distribution fortement polarisée sur l'auto-emploi est un indicateur de la faible capacité d'accumulation d'un secteur informel qui semble incapable de se développer autrement que par un processus de croissance extensive, caractérisé par la multiplication des unités de production.

La faiblesse de l'échelle d'activité, mesurée ici en termes d'emplois, est un résultat fort dans la mesure où notre définition du secteur informel n'imposait aucune limite à la taille des unités. La faible dispersion de la taille des unités de production est **un facteur d'homogénéité du secteur informel**, contrairement à l'idée courante que ce dernier n'est qu'un "pot pourri" regroupant tous les établissements qui n'auraient pas pu être inclus dans le secteur moderne.

Les UPI installés en milieu urbain demandent beaucoup plus de travail. Plus de 10% d'entre elles emploient plus de trois personnes et l'auto-emploi ne représente plus que 47,8% des UPI. C'est une indice du niveau de développement des activités informelles en milieu urbain et l'importance de l'offre de travail qui se présente sur le marché de travail urbain. La "confection" et le "BTP" qui sont les branches dont la taille moyenne des UPI est la plus élevée.

Du fait de la taille réduite des unités informelles et du poids écrasant de l'auto-emploi, **le taux de salarisation** (ratio rapportant le nombre de salariés au nombre total d'actifs) **atteint à peine 7%**. Surtout, en milieu rural, ce taux ne dépasse pas 5%. L'intensité de la relation salariale discrimine assez bien le secteur informel du secteur formel où la norme salariale est la

règle. Ainsi, les unités informelles ayant exclusivement recours au salariat n'atteignent pas 5% des UPI. C'est dans le "*BTP*" et la "*confection*" qu'on embauche le plus de salariés.

Tableau 4
Organisation du travail dans le secteur informel

	Type de combinaisons de travail (en % des UPI)					Taille	Taux de salarisation
	Auto-emploi	non salariale	Salariale	Mixte	Total		
Industries:	61,3	32,6	3,1	3,0	100	1,61	6,9
- Agro-alimentaire	53,6	42,6	1,9	1,9	100	1,67	2,8
- Confection	53,8	33,4	2,8	10,0	100	2,34	14,7
- Ouvrages en bois	66,3	29,3	2,9	1,5	100	1,45	4,3
- Autres industries	55,1	34,4	3,8	6,7	100	1,74	7,6
- BTP	57,4	19,7	15,0	7,9	100	2,62	47,9
Commerce:	56,7	37,0	4,0	2,3	100	1,72	6,6
- Commerce de gros	58,5	32,4	3,3	5,8	100	1,84	6,1
- Commerce de détail	56,7	37,2	4,0	2,1	100	1,71	6,7
Services:	68,7	25,8	3,3	2,2	100	1,46	5,5
- Transport	71,4	19,4	3,0	6,2	100	1,37	6,6
- Services domestiques	85,2	14,8	0,0	0,0	100	1,25	0,0
- Autres services	62,2	31,2	4,6	2,0	100	1,55	6,9
TOTAL	60,0	33,9	3,5	2,6	100	1,64	6,7

Sources: EPM 1993., Les UPI de type "non salarial" sont celles qui n'emploient que des travailleurs non salariés, les UPI "salariales" n'emploient que des salariés, et les UPI mixtes combinent les deux types de main-d'oeuvre.

Caractéristiques socio-démographiques des chefs d'UPI.

52% des activités informelles sont dirigées par des femmes. On les trouve souvent dans la "*confection*" et les "*ouvrages en bois*". Si la première branche regroupe les activités féminines de nature, la question se pose sur le rôle des femmes dans la deuxième branche. **Le rôle des femmes est plus important en milieu urbain qu'en milieu rural.** Les femmes représentent plus de 62% des chefs d'UPI en ville, tandis qu'en milieu rural, la proportion tombe à 48%. Les femmes rurales sont plus sollicitées dans les activités agricoles et n'ont plus assez de temps pour consacrer à d'autres activités.

Le secteur informel reste un mode d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Près d'un quart des chefs d'UPI sont des jeunes moins de 26 ans. Ces jeunes entrepreneurs se concentrent plutôt en milieu rural. Ils se dirigent principalement vers le "*commerce de détail*". Près de la moitié d'entre eux travaillent dans cette branche d'activité. On les voit aussi souvent dans les "*ouvrages en bois*".

Qualification du travail informel

Les informations disponibles concernent seulement les chefs d'UPI. Mais compte tenu de la prépondérance de l'auto-emploi dans le secteur informel, ces informations sont relativement riches pour donner une vue globale sur la qualité du travail informel.

Le niveau intellectuel des chefs d'UPI est assez faible notamment chez les femmes et les jeunes opérateurs. Pour l'ensemble des chefs d'UPI, plus d'un quart (27%) n'ont jamais été à l'école, la moitié (51%) ont arrêté leurs études dès l'enseignement primaire, 20% ont poursuivi jusqu'à l'école secondaire et seulement 2% ont pu suivre des études supérieures.

Parmi ceux qui n'ont pas mis leurs pieds à l'école, 61% sont des femmes. C'est surtout dans la catégorie des plus jeunes (moins de 20 ans) et celle des plus âgés (plus de 50 ans) qu'on observe ce phénomène : plus de 37% pour la première catégorie et plus de 55% pour la

dernière. Cela montre qu'au cours de ces dernières années, le secteur informel devient un refuge pour les jeunes non-scolarisés. La quasi-totalité de ces gens sont des illettrés (Plus de 96% ne savent pas lire, 99% ne savent pas écrire et 99% ne savent pas faire des calculs).

Concernant les chefs d'UPI qui ont abandonné l'école primaire, 11% ont atteint la dernière année (T5) et 8% seulement ont pu décrocher leur CEPE. La situation est encore meilleure pour les hommes vis à vis de celle des femmes. Le type d'école le plus fréquenté est l'école publique (83%), puis l'école privée confessionnelle (15%) et enfin l'école privée non-confessionnelle (2%). Les autodidactes sont quasi-inexistants.

Pour ceux qui ont suivi les classes secondaires, 25% n'ont pas pu passer au deuxième cycle (jusqu'à la classe de troisième ou T9) et 4% sont allés jusqu'à la classe terminale (dont 82% sont des hommes). Plus de 65% n'ont obtenu aucun diplôme de l'enseignement secondaire, 28% ont passé avec succès le CFEPCE (ou des diplômes équivalents comme le BEPC, BAE, BE, CAE, etc.), 1% pour le CESD (ou CAP), 1% pour le Brevet technique, 2% pour le Pré-bac (ou Bac première partie) et enfin 3% pour le Baccalauréat (dont 95% sont des hommes). Ceux qui ont suivi des enseignements techniques sont largement minoritaires. Les « techniciens » ne représentent que 8% des diplômés. C'est un indicateur de la non adéquation de l'enseignement et l'emploi à Madagascar. Près de 62% ont suivi, pour la dernière fois, leurs études secondaires dans des écoles publiques, 27% dans des écoles privées confessionnelles et 11 dans les écoles privées non-confessionnelles.

Enfin, parmi les chefs d'UPI qui ont suivi des études supérieures, plus de 64% n'ont obtenu aucun diplôme universitaire, 13% ont obtenu un diplôme de premier cycle et 23% un diplôme de second cycle. Ils sont sortants des facultés pour près de 90% des cas. Les 10% qui restent sont formés des grandes écoles supérieures.

Plus de 8 chefs d'UPI sur 10 n'ont reçu aucune formation professionnelle. Le transfert de technicité entre le secteur formel et le secteur informel est presque inexistant. Les formations ont été assurées par les ménages pour 61% des cas. Les contributions des écoles spécialisées (publiques ou privées), des grandes entreprises (publiques ou privées) et les organismes d'Etat sont respectivement de l'ordre de 26%, 7% et 2%.

Tableau 5
Qualification du travail dans le secteur informel

Chefs d'UPI	N'ayant jamais été à l'école (%)	N'ayant pas suivi l'enseignement secondaire (%)	N'ayant pas suivi l'enseignement supérieur (%)	Ayant suivi l'enseignement supérieur (%)	Ayant suivi une formation professionnelle (%)
Hommes	20,3	54,8	22,2	2,7	17,8
Femmes	34,6	46,5	18,1	0,8	17,5
Ensembles	27,3	50,7	20,2	1,8	17,6

Sources: EPM 1993,

Rémunération de la main d'oeuvre dans le secteur informel

Au cours de l'année 1993, les charges de personnel ⁽²⁾ dans le secteur informel sont évaluées à 82 Milliards de Fmg, soit environ 12% de la valeur ajoutée totale. Elles sont plus importantes pour les activités rurales que pour les activités urbaines. En milieu rural, une unité de production dépense en moyenne 139 000 Fmg pour ses employés, alors qu'en milieu urbain

² Tout ce qui est dépensé pour les aides familiaux, les apprentis et les salariés (salaires, transport, nourritures, habillements, etc.)

ce type de dépense n'atteint que 92 000 Fmg. Vu la faiblesse du taux de salarisation en milieu rural, ces résultats montrent que **les rémunérations des salariés ne représentent qu'une part très minime dans les charges de personnel par rapport aux autres composantes destinées aux employés non-salariés** (dépenses en nourritures, habillements, etc.). Si le montant annuel moyen dépensé pour un employé (y compris aides familiaux et apprentis) s'élève à 722 000 Fmg, la rémunération annuelle moyenne d'un salarié est de 114 000 Fmg.

Les charges de personnel sont plus importantes pour les UPI des "autres industries", puis celles de la "confection" avec respectivement un montant annuel moyen par UPI de 1 365 000 Fmg et 377 000 Fmg. De l'autre côté, ce sont les "agro-industries" et les "ouvrages en bois" qui ont moins dépensé pour leurs travailleurs.

Les salariés sont mieux rémunérés en milieu urbain (263 000 Fmg par an) qu'en milieu rural (49 000 Fmg par an). Au niveau des branches, c'est dans la "confection" et les "autres services" que les salariés gagnent le plus. La rémunération annuelle moyenne y atteint respectivement 929 000 Fmg et 272 000 Fmg. Elle atteint le niveau plus bas dans les "agro-industries" et le "BTP" avec 8000 Fmg et 53 000 Fmg par an.

Tableau 6
Rémunération de la main d'oeuvre ⁽³⁾ dans le secteur informel

	Montant annuel total des charges de personnel (Millions de Fmg)	Charges de personnel annuelles moyennes par UPI pour l'ensemble des UPI (Milliers de Fmg)	Charges de personnel annuelles moyennes par UPI pour les UPI ayant des charges de personnel (Milliers de Fmg)	Montant annuel moyen des dépenses pour un travailleur ⁽⁴⁾ (Milliers de Fmg)	Rémunération annuelle moyenne des salariés ⁽⁵⁾ (Milliers de Fmg)
Industries:	76514	254	4126	1301	121
- alimentaire	48	1	17	12	8
- Confection	6155	377	2347	296	929
- Ouvrage en bois	1874	11	259	101	95
- Autres	68222	1365	16128	5320	176
- BTP	215	39	134	50	53
Commerce:	3787	14	274	84	92
- Commerce de gros	187	22	222	68	75
- Commerce de détail	3600	13	277	85	92
Services:	2566	40	573	296	220
- Transport	1694	182	711	451	120
- Services domestiques	0	0	0	0	0
- Autres services	872	22	416	120	272
TOTAL	82867	128	2248	722	114

Sources: EPM 1993,

III.- CAPITAL, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

En 1993, le montant total du capital du secteur informel, estimé au coût de remplacement, **atteint presque 240 milliards de Fmg**. Le capital est donc bien un facteur déterminant qui entre dans la fonction de production du secteur informel. Au niveau agrégé, ce stock est constitué essentiellement de moyens de transport terrestres motorisés (30,5%) et puis

³ Compte tenu de la structure des informations disponibles, la rémunération annuelle moyenne des employés a été calculée sous l'hypothèse que les charges de personnel sont réparties de façon homogène pour tous les employés. Cette hypothèse n'est pas très forte vu la faiblesse de la taille des UPI et la faiblesse du taux de salarisation.

⁴ Calculée pour les UPI ayant des charges de personnel. Les "employés" comprennent les aides familiaux, les apprentis, les salariés

⁵ Calculée seulement pour les UPI salariales

des équipements et machines (23,5%). Le montant moyen de capital par UPI est évalué à 350 000 Fmg.

La branche des "*transports*" est pourvue d'un volume moyen de capital nettement supérieur à celui des autres secteurs. A l'autre extrémité, l'*industrie agro-alimentaire*" et les "*ouvrages en bois*" sont les moins dotés.

Une faible part des investissements de renouvellement ou d'extension

En 1993, l'investissement total réalisé s'élève à 56 milliards de Fmg, soit 23,3% de l'ensemble du capital du secteur informel. Rapporté à la valeur ajoutée du secteur, **le taux d'investissement est assez faible, soit 8,1%**, marquant la piètre capacité d'accumulation de ce secteur. L'investissement comprend essentiellement des achats de moyens de transport terrestres. La part réservée à l'amélioration du local est relativement faible.

L'investissement moyen par UPI n'est que de 83 600 Fmg pour l'ensemble des UPI. Cette moyenne cache toutefois des disparités assez sensibles selon les branches d'activité et l'âge des UPI.

Ce sont les UPI de la branche "*transport*" qui ont investi le plus avec un montant moyen de 720 000 Fmg. Alors que pour les établissements des "*ouvrages en bois*", l'investissement moyen atteint à peine 1 000 Fmg.

L'investissement est constitué essentiellement des investissements de création. L'étude de l'investissement selon l'âge des UPI montre l'importance de la contribution des jeunes établissements (créés après 1991). Ils contribuent à plus de la moitié de l'investissement total. Les UPI plus âgées investissent très peu. **Le faible taux d'accumulation dans le secteur informel ne permet pas aux entrepreneurs de réaliser des investissements d'extension ou de renouvellement de leur capacité de production.**

Tableau 7
Stock de capital et investissement du secteur informel

BRANCHE	Stock de capital		Investissement brut		Désinvestissement		Investissement net	
	Montant moyen par UPI (Milliers Fmg)	Montant total (Milliards Fmg)	Montant moyen par UPI (Milliers Fmg)	Montant total (Milliards Fmg)	Montant moyen par UPI (Milliers Fmg)	Montant total (Millions Fmg)	Montant moyen par UPI (Milliers Fmg)	Montant total (Milliards Fmg)
Industries:	281,2	87,0	105,4	32,4	0,0	16,4	105,4	32,4
- Agro-alimentaire	19	1,1	8,3	0,4	0,3	15,8	7,9	5,9
- Confection	637	11,2	13,4	0,2	0,0	0,0	13,4	0,3
- Ouvrages en bois	19	3,5	1,1	0,2	0,0	0,6	1,1	199,4
- Autres industries	1 260	66,0	552,9	28,8	0,0	0,0	552,9	28,8
- BTP	850	5,2	460,3	2,8	0,0	0,0	460,3	2,8
Commerce:	271,7	82,2	54,5	16,4	1,1	356,4	6,4	16,0
- Commerce de gros	560	6,7	18,0	0,2	29,5	354,0	-11,5	-0,1
- Commerce de détail	259	75,5	60,0	16,2	0,0	2,4	60,0	16,2
Services	1 230,0	68,3	160,7	10,6	40,1	2 661,5	120,6	7,9
- Transport	6 013	55,9	1 005,9	9,3	286,0	2 661,5	719,9	6,6
- Services domestiques	96	1,4	5,3	0,1	0,0	0,0	5,3	0,1
- Autres services	261	11,0	29,3	1,2	0,0	0,0	29,3	1,2
Total	350	237,5	88,1	59,4	4,5	3 034,3	83,6	56,4

Sources : EPM 1993,

Source de financement pour la création des UPI

Pour faire démarrer leurs activités, 56% des chefs d'établissement ont recouru à leur épargne individuelle pour financer leur capital initial. Il met en lumière le faible degré d'organisation du système financier informel, puisque même les prêts d'origine familiale ne jouent qu'un rôle secondaire (4%) dans l'obtention des fonds nécessaires. Quant à l'accès **des unités de production informelles au système bancaire et aux autres agences de financement, il est pratiquement inexistant** (moins de 0,5% toutes branches confondues).

Tableau 8
Source de financement pour la création des UPI

%	Origine du financement						
BRANCHE	Epargne du ménage	Prêt bancaire	Prêts d'autres agences	Prêt des parents	Autres prêts	Aucune	Total
Industries:	47,6	0,2	0,8	7,9	6,2	37,3	100
- Agro-alimentaire	42,3	0,0	0,0	7,0	9,0	41,7	100
- Confection	69,0	0,0	0,0	9,7	2,2	19,1	100
- Ouvrages en bois	54,5	0,0	0,0	3,2	3,2	39,1	100
- Autres industries	26,5	1,2	1,5	5,6	13,8	51,4	100
- BTP	42,6	0,0	0,0	13,1	5,6	38,7	100
Commerce:	70,1	0,7	0,0	9,9	10,4	8,9	100
- Commerce de gros	79,3	1,6	0,0	4,4	13,7	1,0	100
- Commerce de détail	66,9	0,4	0,1	13,2	8,9	10,5	100
Services	45,1	0,2	0,0	8,9	6,8	39,0	100
- Transport	66,1	0,0	0,0	13,0	4,8	16,1	100
- Services domestiques	21,0	0,0	0,0	2,5	12,2	64,3	100
- Autres services	47,6	0,4	0,0	4,0	5,6	42,4	100
Total	56,4	0,3	0,1	8,5	7,4	27,3	100

Sources : EPM 1993,

Emprunt dans le secteur informel.

On a vu que le secteur informel autofinçait la majeure partie du capital accumulé. Mais on peut s'interroger sur l'importance du recours à l'emprunt pour financer d'autres usages liés à l'activité (fonds de roulement, besoins de trésorerie, etc.).

En fait, sur l'année 1993, 12,7 % des UPI ont emprunté pour un montant de près de 26 milliards de Fmg. La proportion d'entreprises emprunteuses varie peu selon l'activité, de 9% dans l'industrie à 17% dans les commerces. Les branches qui comptent le plus d'emprunteurs sont le "*transport*" (24,9%), le "*commerce de détail*" (17,3%) et le "*commerce de gros*" (17,2%).

Si on raisonne par branche, la branche du "*commerce de détail*" est le principal emprunteur du secteur informel. Elle représente à elle seule plus de la moitié du total emprunté. Mais au niveau des établissements, ce sont ceux de la branche "*transport*" qui ont recours le plus au crédit à hauteur de 239 000 de Fmg par an et par UPI, et puis les "*grossistes*", pour près de 205 000 de Fmg. Les autres branches empruntent peu ou pas du tout (par exemple le "*BTP*").

Sur les 86 600 UPI qui ont emprunté au cours de l'année 1993, 66 000 ont contracté leurs prêts de façon "informelle" auprès de la famille du chef d'établissement (soit plus des trois quarts). Celles qui ont pu obtenir des apports des établissements financiers formels ne représentent plus de 0,3%.

Tableau 9
Emprunt dans le secteur informel

BRANCHE	UPI qui empruntent (%)	Montant moyen par UPI (Milliers Fmg)	Montant total (Millions Fmg)	Taux de remboursement (%)
Industries:	9,0	20	6 175	54,5
- Agro-alimentaire	3,7	3	188	72,8
- Confection	9,6	97	1 705	35,0
- Ouvrages en bois	10,9	2	411	89,7
- Autres industries	5,8	57	3 019	74,9
- BTP	2,3	139	852	0,0
Commerce:	17,3	53	16 221	68,2
- Commerces de gros	17,2	205	2 461	56,9
- Commerce de détail	17,3	47	13 760	70,2
Services	9,8	59	3 938	65,7
- Transport	24,9	239	2 222	50,8
- Services domestiques	1,4	1	10	100
- Autres services	9,5	34	1 706	84,9
Total	12,7	39	6 938	64,6

Sources : EPM 1993,.

Le taux de remboursement a atteint 65% durant l'année 1993. C'est relativement faible dans la mesure où les échéances des prêts "informels" sont très courtes. Mais, malheureusement, aucune information n'a pas pu être mobilisée pour évaluer l'importance des emprunts non remboursables.

IV.- PRODUCTION ET PERFORMANCES ECONOMIQUES

Le poids du secteur informel.

Si l'importance du secteur informel comme pourvoyeur d'emplois est aujourd'hui universellement admise, le poids de la production de ce secteur reste un enjeu de première taille. **Le chiffre d'affaires annuel du secteur informel non agricole à Madagascar a atteint 1753 milliards de Fmg au cours de l'année.** Près des trois quarts de ce montant provient des activités commerciales, le secteur industriel en réalisant moins de 20%, et les services le reste. Cependant, étant donné la part prépondérante du commerce au sein du secteur informel, il est plus pertinent de raisonner en termes de production ou de valeur ajoutée pour apprécier le poids économique réel de ce dernier ⁽⁶⁾. Ainsi, **le secteur informel dans tout Madagascar a produit pour 876 milliards de Fmg de biens et services et a créé 694 milliards de Fmg de valeur ajoutée en 1993.** Pour avoir une idée sur l'importance que joue le secteur informel dans la production nationale, **ce secteur représente 11,5% du PIB officiel, et 17,4% du PIB marchand non agricole à Madagascar en 1993.** Ce qui est très loin d'être négligeable.

⁶⁾ La différence entre le chiffre d'affaires et la production provient des produits achetés pour être revendus en l'état.

Tableau 10
Chiffre d'affaires, production et valeur ajoutée du secteur informel à Madagascar
(prix courant 1993 ; en milliards de Fmg)

BRANCHE	CHIFFRE D'AFFAIRES	PRODUCTION	VALEUR AJOUTEE
Industries:	368	353	280
- Agro-alimentaire	30	26	14
- Confection	80	77	42
- Ouvrages en bois	67	59	47
- Autres industries	189	189	175
- BTP	2	2	2
Commerce:	1 271	428	333
- Commerce de gros	219	38	18
- Commerce de détail	1 052	390	315
Services:	114	95	81
- Transport	47	47	47
- Services domestiques	6	4	4
- Autres services	61	44	30
TOTAL	1 753	876	694

Source.: EPM 1993,.

La structure de la production et des coûts.

Les résultats de l'enquête montrent le poids important des activités commerciales dans le secteur informel. Les commerces informels contribuent pour 72,5% au chiffre d'affaires total et représentent plus que 48% de la production et 48% de la valeur ajoutée totale du secteur informel. L'industrie réalise 40% de la production du secteur informel et 40% dans la valeur ajoutée. Les services sont beaucoup moins importants dans ce secteur.

Le taux de la valeur ajoutée est relativement important atteignant 79%. Le manque de fonds de roulement oblige les chefs d'UPI de se tourner vers les activités à faibles coûts intermédiaires. **Le faible poids de la masse salariale est une des caractéristiques principales du secteur informel.** La décomposition fonctionnelle de la valeur ajoutée par facteur de production montre que la rémunération du travail dépendant atteint 12%. La branche industrielle se distingue des deux autres branches, avec une masse salariale représentant plus de 27% de la valeur ajoutée.

Le montant total des impôts indirects (net des subventions directement liées à l'activité) est très faible. **L'Etat ne perçoit que 2,5% de la valeur ajoutée du secteur informel.** Les activités industrielles sont celles qui subit la plus forte ponction de l'administration (4% de la valeur ajoutée est affectée aux taxes). **Il existe donc ici un gisement fiscal potentiel pour l'Etat,** qu'il conviendrait d'étudier en détail, pour tenir compte des spécificité de ce secteur. La mise en place d'un système viable de taxation du secteur informel doit être modulé en fonction de la rentabilité réelle des UPI (très faible pour la majorité). Il doit aussi chercher à minimiser les coûts de recouvrement de l'impôt, a priori très élevés, compte tenu de l'atomisation des UPI.

Enfin, l'excédent brut d'exploitation (EBE), la troisième composante de la valeur ajoutée, est de loin le plus important, puisqu'il atteint 86%. Il n'est même jamais inférieur à 90%, quelle que soit la branche considérée, sauf pour la "*confection*" et les "*autres industries*" où la part de l'EBE n'atteint respectivement que 82% et 55% de la valeur ajoutée. Il ne faut cependant pas assimiler l'EBE à la rémunération du capital, dans la mesure où la plus grande partie revient à la rémunération du travail des travailleurs à leur propre compte et des petits patrons.

Tableau 11
Structure de la production et des coûts du secteur informel

BRANCHE	Structure par branche (%)			Taux de valeur ajoutée (%)	Décomposition de la valeur ajoutée (%)			
	Chiffre d'affaires	Production	Valeur ajoutée		masse salariale	Impôts et taxes	EBE	Total
Industries:	20,9	40,2	40,3	79,3	27,3	4,3	68,4	100
- Agro-alimentaire	1,6	2,9	2,0	53,8	0,1	0,4	99,5	100
- Confection	4,5	8,8	6,0	54,5	14,3	3,8	81,9	100
- Ouvrages en bois	3,8	6,7	6,8	79,6	4,2	0,2	95,6	100
- Autres industries	10,9	21,6	25,2	92,6	38,8	5,9	55,3	100
- BTP	0,1	0,2	0,3	100	10,0	0,0	90,0	100
Commerce:	72,5	48,7	48,0	77,8	1,1	0,9	98,0	100
- Commerce de gros	12,5	4,2	2,6	48,6	1,1	1,1	97,8	100
- Commerce de détail	60,0	44,5	45,4	80,8	1,1	0,9	98,0	100
Services:	6,6	11,1	11,7	85,3	2,5	2,4	95,1	100
- Transport	2,7	5,7	6,8	100	3,6	3,0	93,4	100
- Services domestiques	0,3	0,4	0,6	100	0,0	0,1	99,9	100
- Autres services	3,6	5,0	4,3	68,2	3,0	2,0	95,0	100
TOTAL	100	100	100	79,2	11,9	2,5	85,6	100

Source : EPM 1993,.

Les performances économiques du secteur informel.

L'analyse des principaux agrégats moyens par unité de production montre le caractère réduit de l'échelle d'activité dans le secteur informel. La production annuelle se situe autour de 1400 000 millions de Fmg, tandis que la valeur ajoutée est de l'ordre 1 080 000 Fmg.

Des fortes disparités ont été constatées entre les activités informelles selon leur performance économique. Trois branches se démarquent des autres suite à l'importance du niveau d'activités de leurs établissements. Les "*transports*" qui dégagent une valeur ajoutée annuelle moyenne de 5 millions de Fmg par UPI, les "*autres industries*" autour de 3 500 000 Fmg et la "*confection*" avec 2 500 000 Fmg. Les branches les moins performantes sont les "*ouvrages en bois*", l'"agro-alimentaire" et les "*services domestiques*". Le choix de l'indicateur de l'échelle d'activités ne change pas grande chose à cette hiérarchie.

Tableau 12

Quelques indicateurs moyens du niveau d'activité des unités de production informelles

BRANCHE	valeur moyenne en 1000 Fmg par an				Productivités apparentes	
	Chiffre d'affaires	Production	Valeur ajoutée	EBE	VA/L	VA/K
Industries:	1 224	1 175	933	639	563	3,2
- Agro-alimentaire	560	492	269	268	157	12,7
- Confection	4 882	4 672	2 590	2 113	1 030	3,7
- Ouvrages en bois	3 83	337	267	255	181	13,4
- Autres industries	3 792	3 793	3 507	1 936	1 923	2,6
- BTP	341	390	342	303	115	0,3
Commerce:	4 562	1 534	1 193	1 169	639	4,0
- Commerce de gros	25 573	4 363	2 060	2 018	798	2,6
- Commerce de détail	3 893	1 444	1 165	1 141	632	4,2
Services:	1 770	1 481	1 262	1 191	836	1,2
- Transport	5 083	5 083	5 033	4 799	3 732	0,8
- Services domestiques	343	316	302	302	231	2,8
- Autres services	1 517	959	715	679	444	2,6
TOTAL	2 724	1 361	1 079	923	622	2,9

Source : EPM 1993. VA: valeur ajoutée annuelle. L: nombre de travailleurs. K : valeur du capital au coût de remplacement. VA/L annuelle est exprimée en milliers de Fmg/travailleur.

L'impôt sur le secteur informel

Plus d'une UPI sur cinq ont payé des impôts au cours de l'exercice 1993. Ce type de dépenses est fortement lié au statut d'enregistrement des établissements. Plus des trois quarts des UPI enregistrées sont fiscalisées, tandis que pour les UPI non-enregistrées, cette proportion ne dépasse pas 15%. En valeur, la différence est très nette entre ces deux types d'entreprises. Représentant seulement 9% du secteur informel, les UPI enregistrées supportent plus de 87% des impôts prélevés par l'Etat dans ce secteur. Elles paient en moyenne 264 000 Fmg, alors que pour les UPI non-enregistrées, le montant moyen des impôts est très faible de l'ordre de 3500 Fmg.

La taxation des activités informelles est plus fréquente en milieu urbain (36% des UPI) qu'en milieu rural (17% des UPI). Les UPI paient en moyenne 36 000 Fmg en milieu urbain et 24 000 Fmg en milieu rural.

Les branches "commerce" et "services" sont les plus fréquemment touchées. 55% des transporteurs et 44% des grossistes ont déclaré avoir payé des impôts. La plupart de ces types d'activités sont enregistrés dans le registre de la "contribution directe". De l'autre côté, le "BTP" et les "services domestiques" sont les activités informelles les moins affectées par les impôts.

Les activités industrielles informelles fournissent plus de 70% des recettes fiscales de l'Etat en provenance du secteur informel. 18% proviennent des "commerces" et 12% des "services". Ce sont les entrepreneurs dans la branche "autres industries" et la "confection" qui paient le plus d'impôts. Le montant moyen des impôts par unité de production s'élève à 205 000 Fmg pour les "autres industries" et 100 000 Fmg pour la "confection". Les activités de transformation agro-alimentaires, les ouvrages en bois et les services domestiques qui paient le moins d'impôts de l'ordre de 1000 Fmg par unité de production.

Par rapport à la valeur ajoutée, le "taux d'imposition" moyen ⁽⁷⁾ est très faible et ne dépasse jamais 2% pour quelques soit la branche considérée. Ce taux est relativement

⁷ Impôts/VA par unité de production

homogène pour les branches d'activités. Malgré le fait que l'enquête n'a pas permis de donner des informations sur la nature et le type d'impôts, ce résultat nous laisse penser que les impôts subis par les UPI sont proportionnels à leur niveau d'activité. Le "taux d'imposition" est le plus élevé pour le "Transport", les "autres services " et les "commerces de détail".

Tableau 13
Impôts sur le secteur informel

BRANCHE	% des UPI qui paient des impôts	Montant total des Impôts (millions de Fmg)	Montant moyen des impôts par UPI (milliers de Fmg)	Moyenne de la part des impôts dans la valeur ajoutée (%)
Industries:	13,7	12099	40	0,5
- Agro-alimentaire	9,9	57	1	0,6
- Confection	16,2	1629	100	0,3
- Ouvrages en bois	15,9	148	1	0,5
- Autres industries	10,4	10265	205	0,5
- BTP	0,0	0	0	0,0
Commerce:	30,2	3072	11	1,2
- Commerce de gros	43,7	173	20	0,7
- Commerce de détail	29,7	2899	11	1,2
Services:	15,8	2009	31	1,1
- Transport	55,0	1413	152	1,7
- Services domestiques	1,4	5	1	0,0
- Autres services	11,9	591	14	1,5
TOTAL	21,1	17180	27	0,7

Source : EPM 1993,.

Hétérogénéité interne au secteur informel.

Si les valeurs moyennes du chiffre d'affaires, de la production ou de la valeur ajoutée par UPI sont faibles lorsqu'on les compare à celles des entreprises du secteur formel, elles n'en donnent pas moins une image trompeuse des performances du secteur informel dans son ensemble.

En effet, **il existe une très forte hétérogénéité au sein du secteur informel**. Pour quelques établissements qui réalisent de bonnes performances, l'immense majorité des UPI sont proches du niveau de subsistance. Si la valeur ajoutée annuelle moyenne dans le secteur informel est de 1 079 000 Fmg, la valeur médiane tombe à 322 000 Fmg. Nous ne chercherons pas ici à dégager une typologie des UPI informelles en fonction de leurs performances, étant donnée l'approche macro-économique que nous avons retenue pour notre analyse. Ce thème fera l'objet d'une étude spécifique. Néanmoins, deux points importants méritent d'être mentionnés.

En premier lieu, il convient de distinguer deux types d'UPI : celles qui sont enregistrées, et qui constituent le secteur informel haut de gamme, et celles qui ne le sont pas, beaucoup plus nombreuses, mais aussi beaucoup moins performantes. Ainsi, sur les 694 milliards de valeur ajoutée générée par le secteur informel, 56% est réalisée par les 10% d'UPI qui possèdent un numéro statistique ; seuls les 44% restants reviennent aux 90% UPI non enregistrées. L'échelle d'activité des UPI enregistrées est plus de 10 fois supérieure à celle des UPI non enregistrées.

En second lieu, les écarts de niveau d'activités sont assez importants entre celui des UPI des grandes villes et celui des UPI ruraux. Les premiers sont trois fois beaucoup performants que les derniers.

Tableau 14
Comparaison des performances des UPI
(valeur annuelle en milliers de Fmg)

TYPE D'UPI	CHIFFRE D'AFFAIRES		PRODUCTION		VALEUR AJOUTEE		EBE	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Avec numéro statistique	15 952	7 500	8 114	3 297	6 878	2 600	5 250	2 447
Sans numéro statistique	1 441	180	706	165	516	144	504	144
Urbain	7 087	1 566	3 080	882	2 132	675	2 004	658
Rural	1 453	150	860	142	772	124	609	120
Total	985	279	543	179	300	100	282	94

Source : EPM 1993,

Les activités informelles sont plutôt saisonnières. En moyenne, les UPI sont en exercice pendant 29 semaines au cours de l'année. Mais la situation dépend essentiellement de la nature et du lieu d'activité. Les "*transports*" et la "*confection*" sont les activités les plus régulières avec des durées d'exercice moyennes respectives de 40 semaines et de 37 semaines par an. De l'autre côté, les "*BTP*" et les "*autres industries*" sont pratiqués de façon occasionnelle (moins de 20 semaines par an).

La demande adressée au secteur informel

La satisfaction des besoins des ménages constitue le principal débouché de la production informelle. Ce résultat, déjà mis en évidence au vu de la spécialisation sectorielle des unités informelles, est confirmé par l'analyse des clients du secteur informel. Plus de 65 % des chefs d'UPI déclarent que les acheteurs les plus importants de leurs produits sont les ménages et des simples individus et en milieu urbain cela dépasse 73%. Cette proportion n'est jamais inférieure à 55 % quelle que soit la branche considérée, sauf pour les "*autres industries*".

Lorsque les ménages n'apparaissent pas comme les principaux clients, ce sont les petits commerçants des marchés locaux (20%) qui constituent la destination finale des produits des UPI. **La dépendance à l'égard du secteur formel** (privé ou public) **est totalement marginale** pour assurer des débouchés au secteur informel. Seuls 1% des chefs d'UPI déclarent vendre leurs produits au secteur formel (organismes d'Etat, Entreprises publiques ou privées).

Enfin, **le secteur informel est presque exclusivement tourné vers le marché intérieur** puisque il n'existe pratiquement pas des UPI qui vendent leurs produits à des organismes extérieurs. Il s'agit de quelques UPI de la branche "*commerce de gros*".

Malheureusement, l'enquête ne permet de **quantifier** l'importance de chaque composante de la demande adressée au secteur informel.

Tableau 15
Secteurs demandeurs des produits du secteur informel
 (% nombre d'UPI)

BRANCHE	SECTEUR DE DEMANDE							
	Organismes d'Etat	Entreprises publiques ou privées	Autres ménages et individus	Organismes extérieurs	Marché local	Commerçants	Autres	Total
Industries:	0,3	0,3	57,5	0,0	27,1	14,5	0,3	100
- Agro-alimentaire	0,0	0,0	77,4	0,0	14,6	8,0	0,0	100
- Confection	0,0	1,2	74,5	0,0	1,7	18,7	3,9	100
- Ouvrages en bois	0,4	0,2	56,0	0,0	38,8	4,6	0,0	100
- Autres industries	0,0	0,4	32,7	0,0	11,3	55,3	0,3	100
- BTP	4,5	4,7	90,8	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Commerce:	0,1	1,3	72,2	0,1	16,1	8,9	1,4	100
- Commerce de gros	1,2	9,8	61,6	1,3	4,9	21,1	0,1	100
- Commerce de détail	0,0	0,9	72,6	0,1	16,5	8,4	1,5	100
Services:	0,2	2,2	70,4	0,0	9,2	14,8	3,1	100
- Transport	1,3	1,5	84,9	0,0	0,0	10,4	1,9	100
- Services domestiques	0,0	0,0	74,8	0,0	8,4	4,2	12,6	100
- Autres services	0,0	3,2	65,7	0,0	11,5	19,6	0,0	100
TOTAL	0,2	1,0	65,3	0,0	20,4	12,0	1,1	100

Source : EPM 1993,

V.- PROBLEMES SUBIS PAR LE SECTEUR INFORMEL

Les UPI rencontrent plus souvent des difficultés pour le fonctionnement que pour la création. Ces difficultés sont principalement d'ordre financier.

La difficulté d'obtention de crédits pour la création des entreprises

Près de 60% des chefs d'unités de production informelles déclarent rencontrer des difficultés lors du démarrage de leurs activités. **La difficulté d'obtention de crédits a constitué le principal problème subi par les entrepreneurs informels lors de la création de leur unité de production.** Ce sont les branches commerciales et le "BTP" qui s'en plaignent le plus. Ceci confirme l'incapacité du système de financement à promouvoir les micro et petites entreprises de type familial. Mais l'insuffisance de matériel et équipements affecte aussi pas mal d'UPI notamment dans la branche industrielle. Les autres types de problèmes soit n'ont pas d'importance majeure pour les chefs d'entreprises soit n'ont pas été bien spécifiés dans le questionnaire (par exemple : le problème d'écoulement de produit, problème de concurrence,...).

Tableau 16
Principales difficultés rencontrées pour la création des UPI
 (classées par ordre d'importance décroissante)

	Total	Industrie	Commerce	Service
1. Difficulté d'obtention de crédit	32,6	18,1	49,1	25,5
2. Difficulté d'obtention matériel, carburant et équipement	13,6	23,7	3,8	10,9
3. Insuffisances de connaissances techniques	4,0	6,3	2,1	1,9
4. Réglementations gouvernementales	1,9	1,7	2,1	2,2
5. Autres	7,8	5,9	10,5	4,3
Aucune difficulté	40,1	44,3	32,4	55,2

Sources: EPM 1993,

Le manque de fonds pour le fonctionnement des UPI

Les UPI rencontrent plus souvent des difficultés liées à leur fonctionnement. Près de trois quarts des chefs d'établissement déclarent avoir ces types de problèmes. **Il s'agit surtout**

du manque de fonds pour les besoins quotidiens en liquidité. Il affecte plus de 35% des UPI notamment les commerçants. Les problèmes d'ordre technique ne pèsent pas très lourds à l'égard des petits entrepreneurs informels.

Tableau 17
Principales difficultés rencontrées pour le fonctionnement des UPI
(classées par ordre d'importance décroissante)

	Total	Industrie	Commerce	Service
1. Manque de fond	35,7	23,3	51,1	23,1
2. Difficulté d'obtention matériel, carburant et équipement	13,0	21,1	4,3	14,5
3. Insuffisances de connaissances techniques	2,8	4,1	1,5	2,4
4. Réglementations gouvernementales	1,9	2,0	2,2	0,5
5. Difficultés d'obtenir des pièces détachées	1,5	1,6	0,5	6,0
5. Autres	19,3	21,1	18,1	16,6
Aucune difficulté	25,8	26,8	22,3	36,9

Sources: EPM 1993,

Les réglementations gouvernementales ne constituent pas véritablement un obstacle pour le secteur informel, aussi bien pour la création des UPI que pour leur fonctionnement puisque moins de 2% des chefs d'UPI s'en plaignent.

Le secteur informel en chiffres

Madagascar en 1993

Données générales

Nombre d'unités de production informelles (UPI) :	678 267
Production :	876 milliards de Fmg
Valeur ajoutée :	694 milliards de Fmg
Part du secteur informel dans le PIB officiel (extrapolation nationale) :	11,5%
Part du secteur informel dans le PIB marchand non agricole (extrapolation nationale)	17,4%

Conditions d'activités

Part des UPI industrielles :	45,6%
Part des UPI commerciales :	44,6%
Part des UPI de service :	9,8%
Proportion d'UPI ne possédant pas d'immeubles spécifiques:	95,9%
Proportion d'UPI ne possédant pas de terrains aménagés:	98,1%

Travail

Nombre d'emplois :	1 116 478 emplois
Taille moyenne des UPI :	1,6 personnes
Taux de salarisation :	6,7%
Proportion des UPI dirigées par des femmes :	51,7%

Capital

Montant du capital :	240 milliards de Fmg
Financement du capital par prêt bancaire pour la création des UPI	0,3%
Part des prêts bancaires :	0,2%
Taux d'investissement (FBCF/VA)	8,1%

Performances économiques

Valeur ajoutée annuelle moyenne :	1 079 000 Fmg
Valeur ajoutée annuelle médiane :	322 500 Fmg
Principaux clients des UPI : ménages	65,3%

Fiscalité

Part des UPI qui payent des impôts :	28,0%
Part des impôts indirects dans la valeur ajoutée :	2,4%

Problèmes

Proportion d'UPI ayant eu des difficultés de création :	60%
Proportion d'UPI ayant des difficultés de fonctionnement :	75%
Principal problème rencontré pour la création : difficulté d'obtenir des crédits	56%
Principal problème rencontré pour le fonctionnement : manque de fonds	35%